



L'AINCISIF

Journal d'informations syndicales

ÉDITO

Faire cent, pour ne pas faire avec

100 jours de grève, à quatre, et en face ils ont plié. C'est exemplaire. C'est remarquable. Bravo ! Cent est le nombre de la rentrée. On connaît pas mal d'expressions avec ce nombre. Aussi, avec les factrices du Gers, nous sommes d'accord à cent pour cent. Car à cent lieues de penser cela au démarrage, elles y sont parvenues. Cent jours à faire les cent pas, sans trop y croire. Plus de trois mois à ne pas gagner des mille et des cents. Mais s'accrocher. Lutter avec et pour ses valeurs sociales.

Elles étaient en grève depuis 109 jours, du 21 mai au 6 septembre. Les quatre factrices de Miélan dans le Gers ont repris le travail. Un samedi matin qui plus est, le 7 septembre.

Un accord a enfin été trouvé et signé avec leur direction. Elles vont obtenir du renfort.

Soutenues par les usagers et les élus

Car il y eut du monde pour la « **Marche de soutien aux factrices de Miélan** » : le maire et des élus du conseil de Miélan, des maires des communes voisines, un conseiller départemental du canton. D'autres élus se sont excusés de leur absence en adressant un mot en soutien aux factrices en grève. Enfin, des usagers de La Poste ont tenu à être présents « *pour montrer qu'ils étaient eux aussi concernés.* »

Préserver le service public

Les factrices étaient donc en grève illimitée, dans le cadre de la réorganisation au « *Centre courrier* » de Miélan, qui accroît encore plus leurs difficultés quotidiennes. Lors de la mise en place de la dernière réorganisation, en avril 2019, **la Poste a supprimé 1 tournée, comme elle l'avait déjà fait 2 ans auparavant.**

Elles dénoncent donc la dégradation de leurs conditions de travail et du service public en milieu rural, l'emploi en moins dans le secteur, la réduction du nombre de tournée, qui impacte la qualité du service rendu aux usagers.

Ça nous rapproche de la lutte que nous devons mener tambour battant à la DGFIP, afin de préserver nos missions et notre service public humain, de proximité et de qualité.

A un moment (elles le reconnaissent volontiers), elles furent épuisées.

Mais elles ont gardé espoir.

Réclamer du renfort pour faire face à l'augmentation des charges de travail imposée par une énième réorganisation structurelle, quoi de plus légitime ?

Il n'empêche, **leur direction a tenté par tous les moyens de les diviser en leur téléphonant individuellement et en leur promettant la lune, en habillant untel ou untel pour déshabiller untel ou untel.** Cette tentative de désolidarisation a échoué.

Alors notre nouveau réseau des finances publiques ?

Il faudrait faire avec ?

Sans (cent) broncher ?

Non, car nous savons tous que cette réforme est injuste, inhumaine et sans fondement.

La mauvaise foi sort vainqueur de ce projet de *géographie revisitée*, qui est tout, sauf une blague à cent balles.



Le nouveau « Mammouth »

Les plus de trente ans se souviennent sans doute de Claude Allègre qui proclamait haut et fort « *il faut dégraisser le mammouth* » (parlant de l'Éducation Nationale). Il fut l'emblème du conflit avec les enseignants en 1997.

La presse ne cesse de le rabâcher : l'effectif de Bercy est l'un des plus importants de l'administration d'État. Dans une moindre mesure, c'est un bébé mammouth.

Il a pourtant subi des réductions d'effectifs importantes ces dernières années : **pas moins de 20 000 agents partis sans être remplacés depuis 2008**. Pourtant cela reste une goutte d'eau parmi les 5 millions d'agents de la fonction publique d'état.

Gérald D. (un cousin de Gérardmer...qui, lui, met le feu au lac), a imaginé, dans un secteur déjà très concurrentiel, un nouveau régime pour dégraisser le pseudo nouveau mammouth : l'indigeste NRFP, construit sur une géographie revisitée cartographiée par les hiérarques de l'Ain, probablement **avec les mêmes outils qui avaient amené Christophe Colomb à croire qu'il avait atteint les Indes**. Et dire que William le colon est lui aussi persuadé qu'il a trouvé les indiens...

Ce régime est disponible sur le site www.commejaimepas.gouv.fr.

Le Docteur Gérald D. qui vous offrait même la première semaine gratuite a cessé ses promotions, tant les retours des 3 ans restants étaient nombreux !

Pourtant le mammouth apparu, en des temps immémoriaux, se trouvait très bien comme il était, fort, majestueux, efficace, car il inspirait une crainte certaine aux chasseurs de profits indus. Mais convenons avec Jeremy Bentham : *"Il est de l'intérêt du loup que les moutons soient gras et nombreux."* Ce loup devenu, par opportunisme, **charognard de mammouth crevé**.

Dégraisser ou éradiquer ?

Un document interne à la DGFIP, publié par un quotidien français, montre que les suppressions de postes auront lieu sur tout le territoire et à tous les niveaux de l'administration fiscale. Selon Bercy, supprimer un poste de fonctionnaire génère, en moyenne, 30 000 euros d'économies par an à court terme. Chouette !

Le gain attendu serait donc d'environ 1,5 milliard d'euros en 2022 pour les 50 000 suppressions de poste prévues.

Pourtant, les spécialistes les plus sérieux le disent : maigrir trop vite tue ! A ce rythme, le régime de Darmanin et ses complices est une mise à mort, les chasseurs poussant des mammouths un peu gauches, du haut de la roche de Solutré. Pour paraphraser Antonio Pennacchi disons que « *La DGFIP (classe ouvrière) est désormais une espèce en voie d'extinction. Nous nous sommes éteints. Culturellement. Politiquement. Numériquement parlant. Comme les mammouths.* ».

Allez basta !

« *On dirait un mammouth qui s'approche...C'est ma mère je reconnais ses sandales !* » (Anouk Ricard).



6000 postes à dégager ! Allez hop ! Du balai !

Le ministère de l'Action et des Comptes publics devrait connaître une baisse totale de ses effectifs d'environ 5 800 emplois sur les trois années entre 2020 et 2022.



Au total, sur la durée du quinquennat, le ministère réalisera donc une **baisse de 10 000 emplois** environ.

D'où la première réponse : la journée d'action le lundi 16 septembre, contre le projet de réorganisation, de suppressions d'emplois et de fermetures de tous les postes (SIE, SPF, trésoreries, etc).

Tous vêtus de noir, les agents manifestent partout en France derrière des cercueils.

Les agents DGFIP portent des petits drapeaux noirs ornés d'une tête de mort, sur lesquels est écrit "*Finances publiques : même plus l'impôt sur les os*". Bien dit.

Promettre plus de service public avec moins d'agents et moins de bureaux ouverts, fallait oser !

Des points de contact partout sur des cartes de géographie, mais des points virtuels, à la fois vides de sens et vides d'agents, ça aussi c'est sacrément culotté ! (#admiratif)

Le statut du fonctionnaire momifié

Les CDD arrivent à la DGFIP !

Celles et ceux qui doutaient encore un peu des effets concrets pour la Fonction publique et singulièrement pour la DGFIP des dispositions de la *Loi de transformation de la Fonction publique* adoptée par le parlement au mois d'août devraient en être, cette fois, convaincus.

Il n'aura donc pas fallu longtemps pour que notre administration s'engouffre dans les possibilités offertes par la loi de recruter directement des CDD. Plusieurs de nos sections nous signalent en effet la publication sur différents sites de recrutements, hors fonction publique, tel l'Apec, d'offres d'emplois pour la DGFIP.

Certaines de ces offres sous **contrat de 10 mois** concernent des postes vacants ou en passe de l'être et qui ont été refusés à des titulaires ou des stagiaires lors des précédents mouvements de mutation.



En outre, **ni la direction générale, ni les directions locales concernées n'ont informé les représentants des personnels de cette initiative scandaleuse de notre point de vue. Dialogue social ?**

Encore une évolution qui va venir compliquer un peu plus les mobilités géographiques choisies des personnels (sous statut) de la DGFIP.

Cette dernière n'hésitera pas à geler des postes pour les pourvoir par voie contractuelle. Nous sommes bel et bien entrés dans une ère détestable pour la fonction publique et pour ses agents.

Ego, brutalité et... (surtout) mépris

En sport, le passage en force est l'action de foncer tout droit dans le défenseur, sans retenir sa lancée au risque choisi, d'attenter à son intégrité physique.

C'est maintenant devenu le mode de management zélé de notre Direction, pressée (ou pas), par la Centrale et le sinistre Darmanin qui, avec Otto von Bismarck, approuvent l'idée que « *La force prime le droit.* ».

Ce qui est plus surprenant, c'est que **cela semble amuser nos hiérarques un peu plus à chaque réunion de présentation, aux agents de tous grades, du NRFP (Nouveau Réseau des Finances Publiques), tant sont nombreuses les petites phrases perfides prononcées ci et là par Maître William le hardi, Kate la groupie et ses chevaliers de l'apocalypse, pour clouer le bec sèchement aux damoiseaux et damoiselles qui osent contester le bien-fondé d'une géographie revisitée inacceptable et son funeste cortège d'artifices puants pour éloigner l'usager de l'administration fiscale et casser de l'emploi.**



Ces piques sibyllines qui nous sont rapportées, traduisent la libération d'égos décomplexés et ne méritent même pas d'être citées tant elles donnent la nausée.

Anne Hébert rappelait que « *La brutalité est le recours de ceux qui n'ont plus de pouvoir intérieur* »

Si ce n'est pas du **mépris** qu'est-ce d'autre ? Désolé, M. le Directeur il semble que vous n'aimiez pas le terme... et pourtant **chacun sait que ce n'est pas ce que l'on dit qui est important c'est ce qui est compris !** Alors, sacrifions le vocable sur l'autel du dédain et de l'arrogance ce même autel où aujourd'hui vous sacrifiez le service public fiscal, car l'ange Macron ne retiendra pas le bras d'Abraham.

Non, il ne s'agit pas de « concerter », il s'agit de faire tourner l'horloge du retro-planning, car les loups sont

sortis des bois des Monts de l'Ain, du Bugey au Revermont et descendent dans la plaine pour dévorer un gibier apeuré incertain de son avenir.

À marche forcée, la direction ne propose pas, n'encourage plus, **elle impose sa vision réductrice** des finances publiques du futur, grand jeu de cache-cache avec l'usager – rendez-vous pris, rendez-vous annulé... mais usager pas ou mal renseigné mais assurément floué.

Gandhi disait : « *Ceux qui recourent à la brutalité ont franchi le seuil de leur incompétence* ».

Toute mauvaise action a un prix qu'il faudra payer.

Oh drame citoyens ?

Le Baron est un titre de noblesse qui viendrait du terme latin *baro*, dont l'étymologie est incertaine, on parle d'un mot archaïque *baro* (« *homme libre* »).

Heureuse coïncidence, voilà qu'était annoncée, ce 18 juillet, la visite d'une éminence de la Centrale, M. Audran Le Baron, **homme pas si libre que cela**.



Bien évidemment vous retiendrez que c'est un nom propre et non pas un prénom affublé du complément que William le héraut a attribué, non sans dédain, aux comptables publics.

« *Faire le baron* » c'est inciter à la tricherie en se montrant très naïf. **Dans l'argot du XVIIIe siècle, cette expression définissait un complice dans une tricherie au jeu de cartes.** Celui-ci surnommé le « contre » est devenu par déformation orale le « comte », puis converti par la suite en « baron ».

Mais au final, dans ce contexte malsain du NRFP, quel est donc ce haut personnage qui nous est envoyé par Dieu ?

Mais si !?

Le « baron » complice dans une tricherie au jeu des cartes de géographie revisitée ?

Le Baron Rouge cet aviateur allemand qui est resté une légende de l'aviation de la Première Guerre mondiale capable, tout comme lui, d'abattre l'ensemble des aviateurs de la DGFIP ?

Le Baron Noir, héros de la série politique de Canal+ qui s'inspire de la réalité au travers des similitudes de parcours entre d'ex-élus existants ou ayant existé et le cacique (notable) du Nord.

C'est dans ce cas quelqu'un qui tire les ficelles dans l'ombre sur le chemin de la conquête du pouvoir ?

A vous de choisir ! Nous, nous n'attendons rien de la baronnie ou de toute autre membre de la hiérarchie nobiliaire qu'une hypnose Mesmerrienne.



Fonctionnaires, les grands perdants de la réforme attendue des retraites

Un nouveau système que le gouvernement veut mettre en place dès 2025

Ainsi, c'en sera fini du décompte des trimestres. Chaque mois, nos cotisations permettront d'engranger des points. Super ! Vive la compétition ! Dans le détail, 10 € cotisés donneront un point.

À 62 ans, ces points seront multipliés par 0,55 €. Une personne, qui accumule par exemple 30 000 points bénéficiera d'une rente annuelle de 16 500 € (1 375 € par mois) jusqu'à la fin de ses jours. Un El Dorado ! Simple, facile et efficace.

1^{er} piège : aucun intérêt d'être augmenté pendant toute sa carrière !

Prenons les salariés du privé. Aujourd'hui, leur retraite est calculée sur leurs 25 meilleures années de salaires.

Demain, ce sera sur l'ensemble de leur carrière. Actuellement, les salariés qui ont une carrière ascendante sont

favorisés. **Le futur système récompensera davantage les faibles progressions salariales !** (retenez bien ça)

2^e piège : tout le monde est tiré vers le bas !

Ce mode de calcul sera appliqué à tout le monde. Ce qui signifie la disparition des 42 régimes.

La retraite d'un fonctionnaire est calculée sur les six derniers mois de traitement.

Or, **le calcul sur la totalité de la carrière va diminuer leur pension !** (retenez bien ça aussi).

3^e piège : tous perdants, à l'unanimité !

Un âge d'équilibre (ça veut rien dire mais ça fait bien) fixé à 64 ans, et (pour mémo) 43 ans de cotisations dès 2035 (retenez également cela).



Bref, tous solidaires, car **nous serons tous perdants.**

Merci qui ? Merci (Jean-Paul) « *Deux le voient* ».

Parce que tu crois qu'on t'avait pas vu venir avec ton projet de mer... ?